

Débat d'orientations budgétaires 2009

Intervention de Claude COLLIN

Crise financière, budget 2009, fiscalité locale, services publics tout est lié !

Le choc de la crise financière et économique frappe de plein fouet les collectivités territoriales.

Entre les difficultés pour trouver des financements à des taux acceptables, l'explosion du coût des remboursements d'emprunts, la diminution des dotations d'Etat, les baisses des ressources fiscales du fait du ralentissement économique, et, surtout, la perspective d'une forte croissance des besoins sociaux de la population dans la période de récession dans laquelle nous entrons, les coupes sombres sur les finances locales s'annoncent destructrices, car, quand la pauvreté et la précarité augmentent, les collectivités sont encore plus appelées à l'aide par les habitants.

Avec l'aggravation de la crise financière, ses conséquences sur l'économie et donc sur l'emploi, les difficultés des collectivités locales vont encore s'accroître.

D'autant plus encore d'ailleurs qu'elles sont confrontées aussi, comme les populations, à un véritable « déménagement du territoire » avec la suppression systématiquement organisée par la droite, des services publics : La Poste mais aussi les hôpitaux, l'enseignement et beaucoup d'autres...

Elles sont confrontées aux effets pervers des produits financiers sophistiqués dont les banques leur avaient vanté les supposés avantages et dont elles découvrent aujourd'hui les dangers de ce que l'on peut appeler des « emprunts toxiques ».

On serait aujourd'hui en droit d'attendre que DEXIA accomplisse sa mission au service des collectivités territoriales et qu'en contre partie du refinancement public dont elle a bénéficié, elle accorde aux collectivités locales des emprunts à taux privilégiés pour garantir les investissements publics, dont elle assure près des trois quarts.

Mais à ce jour, DEXIA n'a aucune obligation de ce genre ! Nationalisée, l'Etat pourrait pourtant l'exiger d'elle!

Cela est d'ailleurs aussi valable pour l'ensemble du système bancaire car si on privatise les profits, on « Nationalise » les pertes aujourd'hui et on s'assoit sans problème sur les pourtant sacro saints critères européens de Maastricht notamment le déficit public inférieur à 3% du PIB. La responsabilité du dogme européen de « concurrence libre et non faussée » est à l'origine même de la crise financière.

Une crise financière, qui n'est pas seulement nationale, mais internationale, et qui est une crise du système capitaliste dont les conséquences sont immenses. Il ne s'agit pas seulement d'une crise bancaire, mais bien d'une crise du système économique, d'une crise de société.

Si les conséquences premières se concrétisent par l'affaiblissement du financement des entreprises et des collectivités, c'est au final les salariés, les chômeurs, les retraités, l'ensemble de la population qui va payer, soit à cause de réductions de dépenses, de crédits, de services, soit par une augmentation de la fiscalité locale, dilemme dans lequel l'Etat veut nous enfermer.

En réalité, on ne s'en sortira pas sans mettre en œuvre en particulier des mesures alternatives pour réformer la fiscalité nationale, telle par exemple, la création d'un pôle financier public sous contrôle de l'Etat, des élus au niveau national, des salariés, des collectivités territoriales, des épargnants afin de relancer l'emploi, les salaires et les investissements productifs.

Certes, le gouvernement vient de débloquer 5 milliards d'euros pour les collectivités, mais sans réforme du crédit, rien ne sera résolu. (Au passage notons que c'est 3 fois moins que le « bouquet fiscal » qui a profité aux plus riches contribuables !!!)

De plus, dans son projet de loi de finances 2009 ne tenant pas compte du réel niveau de l'inflation qui s'élève à 3,6 % et loin des 2 % pris en compte dans les calculs, les conséquences sur la DGF, bien en deçà des besoins, vont créer des situations insoutenables pour les collectivités et donc pour les habitants. On assiste ainsi à un tarissement du développement économique local, et donc des services locaux, mettant les élus dans l'impossibilité de mettre en œuvre la politique pour laquelle ils ont été élus sauf à faire exploser la fiscalité locale sur les ménages sans pour autant répondre aux besoins de la société actuelle.

On ne peut ainsi que noter la fin du « pacte de croissance et de solidarité », pacte entre l'Etat et les collectivités locales qui incluait non seulement l'inflation mais aussi une part de croissance du PIB dans le calcul des dotations. Alors que les collectivités réalisent environ 73 % des investissements publics, c'est tout ce dispositif qui disparaît.

Autre conséquence qui se retrouve dans le projet de loi de finances de la Droite de l'UMP au modém, celui du fond de compensation de la TVA, remboursement de la TVA payée par les collectivités sur leurs investissements et qui s'élève au niveau national à 44 milliards d'euros. Les conséquences sur l'emploi dans le secteur du BTP, ne vont pas tarder à se faire sentir.

Troisième conséquence, la suppression de la Taxe Professionnelle. Le gouvernement l'a annoncé pour 2009, répondant ainsi aux rêves du medef pour qui toute contribution des entreprises est une « charge » dommageable pour leur compétitivité ... et donc pour l'emploi !

Mais, les dégrèvements divers et les exonérations de charges sociales dont elles bénéficient déjà, soit 32 milliards d'euros n'ont eu à ce qu'on sache, aucun effet pour créer de l'emploi !

Par ailleurs, supprimer les TP reviendrait à détacher les entreprises de leur environnement local dans lequel elles vivent, ce serait aller encore un peu plus loin dans le sens de leur désresponsabilisation.

Le gouvernement se sert des collectivités pour leur faire porter le chapeau du surendettement de l'Etat, en confondant ce dernier et la dette publique intégrant les emprunts souscrits en investissements par les collectivités locales nécessaires pour répondre aux besoins des habitants. Or, plus la population est en difficulté, plus les besoins sont grands et plus les dépenses sociales sont importantes.

C'est pourquoi les élus communistes et républicains exigent une modification du projet de loi de finances pour 2009 et demandent en premier lieu la suppression du bouclier fiscal, véritable indécence car au moment où l'Etat recherche de l'argent pour soi-disant répondre à la crise, il rembourse près de 300 millions d'euros aux plus fortunés en 2007 !

En 2007, moins de 0,04% des contribuables français ont bénéficié du bouclier fiscal, soit 15 066 personnes. 2 242 d'entre eux qui touchent des revenus supérieurs à 41 982 euros ont reçu 82,9% des sommes reversées (environ 246 millions), soit 84 700 euros chacun. 671 redevables au patrimoine supérieur à 15,53 millions se sont réservés 68% des sommes reversées soit un cadeau de l'Etat de 231 900 euros en moyenne pour chacun.

Par ailleurs, nous exigeons un nouveau contrat entre les collectivités et l'Etat intégrant :

- L'augmentation de la DGF,
- la compensation intégrale des charges liées aux compétences transférées. Cela représente près de 153 millions d'euros cumulés pour notre seul Département, dont 76,75 millions au titre de l'APA, 38,9 millions au titre du RMI, 27,5 millions au titre du FSL, du FAJ, des CLIC, des Coderpa, des transports, des personnels TOS et DDE, 9,7 millions au titre des transferts des routes nationales...

Un nouveau contrat entre l'Etat et les collectivités pourrait également intégrer

- une réforme de la taxe professionnelle prenant en compte les actifs financiers des entreprises dans sa base de calcul,
- des mesures permettant aux collectivités de bénéficier de prêts préférentiels,
- des dispositions afin d'assurer la compensation de tous les dégrèvements d'imposition décidés en loi de finances.

C'est le sens de la lettre pétition que nous avons remise à chacun des conseillers généraux en les appelant à s'engager personnellement dans cette nécessaire bataille pour une réforme de la fiscalité nationale et locale.

C'est une bataille sur laquelle devraient se rejoindre au moins toutes les composantes politiques de la majorité départementale pour impulser une « nouvelle donne ». Si elles le veulent, elles le peuvent, et le « oui, on peut », (yes we can) est un formidable espoir qui ferait bien de traverser l'Atlantique !

Car enfin, en France, dans un contexte extrêmement difficile pour les collectivités territoriales, on est en effet en droit d'attendre de l'Etat qu'il crée des conditions financières plus favorables pour leur gestion sociale et leurs investissements.

On est en droit d'attendre enfin de la justice, sociale et fiscale. On est en droit d'attendre que les plus riches ne soient plus épargnés et participent enfin à la solidarité nationale, on est en droit d'attendre qu'enfin toutes les richesses contribuent à cette solidarité nationale qui fonde notre pacte républicain, y compris les actifs financiers !!

Pour notre collectivité, nous estimons qu'il est indispensable de maintenir les services aux habitants, afin de faire face à l'urgence sociale, ainsi que de maintenir un niveau d'investissement nécessaire à la dynamique du territoire, pour soutenir l'activité économique et l'emploi.

Dans la majorité départementale depuis 2004, nous nous sommes engagés dans un dispositif de résistance aux décisions du gouvernement et à leurs conséquences désastreuses pour nos populations.

C'est pourquoi nous devons continuer à prendre en compte les difficultés encore plus fortes des seino marins.

Ce sont donc les 2 priorités (urgence sociale et emploi) que notre groupe a proposé de retenir dans le cadre de l'élaboration du budget départemental 2009, tout en appelant à la mobilisation pour une grande réforme des fiscalités nationale et locale, réforme indispensable pour la survie des collectivités locales au service des populations.

La question primordiale est en effet celle des moyens financiers des collectivités locales, pour répondre aux besoins des habitants au plus proche d'eux.

Ce n'est pas la question de la suppression de telle ou telle collectivité comme voudrait nous le faire croire le gouvernement qui fait plancher une commission « Balladur » sur une prochaine réforme territoriale commission où d'ailleurs ne figure pas d'élus locaux !!!

Nous le disons tout net, nous refusons la disparition programmée des départements, collectivité de proximité par excellence et dont la vocation sociale n'est plus à démontrer. En encourageant sa suppression, la droite voudrait balayer l'action sociale, (qu'elle appelle l'assistanat), qu'elle ne s'y prendrait pas autrement. Nous refusons aussi la remise en cause de la notion de compétence générale au profit de la spécialisation des compétences qui risquerait de renforcer la tutelle et s'attaquerait à la libre administration des collectivités territoriales.